
Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste

Philippe Riutort

Citer ce document / Cite this document :

Riutort Philippe. Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste. In: Réseaux, volume 14, n°76, 1996. Le temps de l'événement II. pp. 61-81;

doi : <https://doi.org/10.3406/reso.1996.3709>

https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1996_num_14_76_3709

Fichier pdf généré le 11/04/2018

Abstract

Editorial activity differs in several respects from ordinary journalistic activity. The « European » editorialists studied in this article are distinguished from their confreres by their specific position in the division of journalistic work, as well as by a set of professional routines used to grasp events from a distance. Less constrained than most journalists to adhere strictly to the event, editorialists nevertheless operate within a space structured by the relationships they forge with professionals in the political field, their main source of information. In order to appropriate the event, editorialists adopt a number of pedagogical standpoints aimed at retranslating it to suit the presumed expectations of the « public ». Mutually committed to consolidated interactions, they share similar definitions of the event and thus engage in « partial » rivalry in which the only issue at stake is the « meaning ». The main effect of this competition is to render the editorial excessively explanatory.

Résumé

L'activité d'éditorialiste diffère sur bien des points de l'activité journalistique ordinaire. Les éditorialistes d'« Europe », étudiés dans cet article, sont séparés de leurs confrères par la position particulière qu'ils occupent au sein de la division du travail journalistique ainsi que par un ensemble de routines professionnelles qui les conduisent à appréhender l'événement à distance. Moins contraints que la plupart des journalistes placés à disposition de l'événement, les éditorialistes évoluent cependant au sein d'un espace structuré par les relations qu'ils nouent avec les professionnels de la politique, leurs principales sources. Afin de s'approprier, en retour, l'événement, les éditorialistes adoptent un certain nombre de postures pédagogiques visant à le retraduire conformément aux attentes supposées du « public ». Engagés mutuellement dans des interactions consolidées, les éditorialistes en viennent à partager des définitions voisines de l'événement, et se livrent ainsi une concurrence « à la marge », dont l'enjeu porte uniquement sur son « sens ». Cette compétition a pour principal effet de faire dériver l'éditorial vers l'hypertrophie explicative.

GRANDIR L'ÉVÉNEMENT

L'art et la manière de l'éditorialiste

Philippe RIUTORT

Alain Duhamel : « Si l'idée d'une société internationale de droit est un idéal qui a peu de chances de se réaliser à court terme, cela fait quand même deux fois de suite d'abord avec l'intervention contre l'Irak, puis avec ce blâme contre l'Irak, cela fait deux tous petits pas et que la France y soit pour quelque chose, honnêtement on ne va quand même pas pleurer ! »

Serge July : « Oui, je crois qu'il faut dire deux choses. D'abord, je partage évidemment le sentiment d'A. Duhamel et c'est à mettre au compte de Bernard Kouchner (...) qui mène ce combat depuis 1988 (...) »

Alain Duhamel : « (...) S. July a eu raison de dire que, historiquement, c'est une idée de B. Kouchner et si on veut être complet, on peut dire que quelqu'un qui s'est beaucoup agité sur cette question, c'est Danielle Mitterrand. Je le dis d'autant plus que l'intervention de la femme d'un président de la République dans les affaires

publiques n'est pas un principe qui m'enchanté, mais il faut reconnaître ce qui est. »

Serge July : « (...) Deux remarques : la première, ce que vient de dire Alain est important sur les États-Unis et la France mais pas seulement. (...) Je pense que cet épisode prouve que nous ne sommes pas dans la Pax Americana, c'est-à-dire que les États-Unis ne peuvent seuls imposer leur point de vue à toute situation dans le monde » (1).

Ce bref extrait de débat qui met aux prises deux éditorialistes politiques, en dépit des limites tenant aux « coupes » opérées ainsi qu'à la retranscription nécessairement imparfaite d'un échange verbal en un dialogue écrit, a le mérite de souligner un certain nombre de caractéristiques liées aux conditions de la prise de parole au sein d'une station de radio tournée vers un large public, à une heure de grande écoute (2) : l'échange paraît codifié par un respect scrupuleux des règles de la bienséance qui conduit les débatteurs à se congratuler mutuellement. A ce premier trait, s'ajoute la familiarité, perceptible à de multiples indices : de l'appellation par le prénom à l'autorisation d'apartés, en passant par un usage de l'ironie complice, même si le tutoiement, synonyme d'exclusion de l'auditeur, est écarté. Ces procédés tendent à masquer les différends éventuels entre éditorialistes et contribuent à instaurer une sorte d'air de famille qui se dégage des divers papiers, impression certainement renforcée pour les auditeurs par la récurrence de l'écoute quotidienne. Cette homogénéisation des discours, perceptible dès l'écoute première, signifie-t-elle que les éditorialistes d'*Europe 1* disent tous la même chose ou pour le dire autrement, qu'ils partagent des schèmes de perception

* Cet article est issu, pour partie, d'un mémoire de DEA : « Les éditorialistes d'*Europe 1* : étude d'une portion "singulière" de l'espace journalistique », Paris X-Nanterre, Bernard Lacroix dir., 1993. Pour la réalisation de ce travail, un corpus d'articles des éditorialistes d'*Europe 1* (il s'agissait en 1991 de Jean Boissonnat, Alain Duhamel, Claude Imbert, Jacques Julliard, Serge July, Jean-François Kahn, Catherine Nay et Jean-François Revel) a été rassemblé entre février et avril 1991 comprenant outre leur « production » radiophonique, leurs diverses contributions à la presse écrite. La conjoncture politique était alors marquée par un événement majeur : la guerre du Golfe, omniprésente dans leurs commentaires comme... dans cet article.

(1) *Europe 1*, 7 avril 1991. Les deux éditorialistes évoquent dans cet extrait l'adoption, le 5 avril 1991, par le conseil de sécurité des Nations-Unies, d'une résolution qui condamne la répression des populations civiles kurdes résidant en Irak.

(2) Les éditorialistes d'*Europe 1* interviennent sur l'antenne entre 7 heures et 9 heures toujours à un horaire fixe. En semaine, ils s'expriment dans le cadre d'une session d'informations continues.

et d'évaluation identiques de l'actualité ? Comment saisir les mécanismes de coordination qui tendent à unifier leurs propos sans jamais les confondre puisque, comme on le sait, « consensus ne veut pas dire accord » (3) ? Pour tenter de répondre à cette double interrogation, il convient de s'intéresser à la place particulière qu'occupe l'éditorialiste parmi ses confrères journalistes afin de saisir sa contribution spécifique à la production de l'événement.

TENIR L'ÉVÉNEMENT A DISTANCE

Des stratégies de démarcation

Les éditorialistes, en raison de la position élevée qu'ils occupent au sein de l'espace journalistique, sont en principe préservés de l'irruption des événements qui s'impose d'ordinaire à la plupart des professionnels de l'information. Pratiquant un journalisme à froid, ils sont ainsi moins incités, à la différence de leurs confrères plus proches du terrain, à définir comme événements « les faits qui tranchent avec l'ordinaire, l'habituel, le quotidien, le répétitif, bref le banal (pour un journaliste) » (4). Les représentations de l'activité de l'éditorialiste élaborées par la littérature indigène, notamment par les manuels de journalisme, s'opposent explicitement à celles qui définissent le journaliste de terrain : tout semble séparer sur ce plan le travail quotidien de l'éditorialiste de celui, par exemple, de l'agencier, activité qui échoit le plus souvent aux journalistes les moins titrés, contraints de faire

leurs preuves sur le tas, et qui ne sauraient guère se parer que de leur discrétion (5). L'éditorialiste est, en revanche, autorisé par son statut à s'émanciper de l'énoncé des faits, auxquels son activité n'est pas réductible (6). Un ancien directeur d'antenne explicite la division du travail journalistique à l'œuvre au sein de la station : « Nous jouons sur deux claviers complémentaires : les faits tout d'abord, couverts en priorité par de jeunes reporters ; puis viennent les grandes signatures, les professionnels qu'on nous envie ailleurs » (7).

La tâche de l'éditorialiste est ambitieuse, comme le proclament les publications destinées à socialiser les futurs journalistes : « Le poste d'éditorialiste est ambigu, à mi-chemin du journalisme et de la réflexion politique, philosophique ou historique » (8). Cette ambiguïté est liée historiquement au flou entourant la définition sociale du poste : en raison de son prestige, celui-ci échappa longtemps au journaliste professionnel au profit d'une « grande plume » qui se convertissait en journaliste à ses « heures perdues » ; elle s'est cependant progressivement estompée avec l'ensemble des mutations morphologiques de la « profession » (9). L'objectivation de catégories autrefois implicites tend à définir désormais avec davantage de précision les modalités d'intervention de chaque type de journaliste. Les professionnels de l'information se saisissent, en effet, de l'événement à différents stades du processus de « fabrication » de la nouvelle : ce n'est généralement qu'« après coup » que les éditorialistes sont amenés à en rendre compte, alors que l'événement a

(3) Selon l'expression de Michel Dobry (1986, p. 48) pour qui l'étude d'un consensus revient à s'intéresser « aux processus, échanges et mécanismes sociaux par et dans lesquels ce consensus a pris de la consistance, s'est cristallisé, s'est consolidé ».

(4) CHAMPAGNE, 1984, p. 31.

(5) Un manuel de journalisme énonçant les qualités du journaliste de terrain en est réduit à lui attribuer l'humilité comme principal mérite, ce qui en dit long sur la place qui lui est assignée par la division du travail journalistique : « modeste, l'agencier l'est presque par nature. Le public ne connaît ni son visage, ni sa voix, ni même sa signature. Au service de l'information et de ses confrères, il reste un anonyme », SAUVAGE, 1988, p. 71.

(6) Pour un exemple parmi d'autres de la hiérarchie établie au sein d'un organe de presse, qui souligne la primauté du commentaire sur les faits, la couverture par la rédaction du *Nouvel Observateur* de l'élection présidentielle de 1981 : « Les résultats collectés, obtenus, soit des radios ou des chaînes de télévision, soit des dépêches découpées sur les télescripteurs, sont aussitôt transmis à Mona et Jacques Ozouf et à Jacques Julliard, les historiens du journal qui en entreprennent immédiatement l'analyse », cité in RIOUX, 1982, p. 23.

(7) Entretien de Jean-Pierre Elkabbach, *L'Événement du Jeudi*, 25 janvier 1990, p. 79.

(8) SAUVAGE, 1988, p. 27.

(9) L'emploi des guillemets vise à souligner les précautions avec lesquelles le terme de « profession » peut être utilisé pour caractériser l'univers journalistique. Sur ce thème, voir en particulier RUELLAN, 1993.

été préalablement *cadré* (10) par leurs confrères chargés d'intervenir en amont (la liste est longue : du reporter envoyé sur le terrain parce qu'« il se passe quelque chose... », aux présentateurs des journaux, et évidemment aux journalistes d'agence). Prenant la parole en fin de chaîne, les éditorialistes bénéficient souvent du privilège considérable du dernier mot mais ils ne sont pas pour autant dispensés de tenir compte des définitions premières de l'événement, du moins lorsqu'elles ont acquis une force sociale certaine en se diffusant dans l'ensemble de l'espace journalistique.

La contribution de l'éditorialiste à la production de l'événement peut être ainsi envisagée à la manière d'un *discours second* puisque, pour reprendre la formule d'Eliseo Veron, il « parle de ce dont il a été déjà parlé » (11). Son activité quotidienne consiste alors à tenter de se démarquer des définitions ordinaires élaborées avant son intervention. La nécessité dans laquelle l'éditorialiste se trouve d'apporter une sorte de *plus-value substantielle* (12) à l'événement le conduit souvent à se lancer dans une entreprise de disqualification de ses confrères, à l'image de Jacques Julliard qui, commentant les divers épisodes de la guerre du Golfe, prend soin de tenir à distance les définitions de la situation produites par la télévision : « Les fameux Scud irakiens n'ont qu'une influence militaire négligeable mais grâce à la complaisance des médias occidentaux (...) les Scud sont devenus le symbole de la fierté arabe (...) Aujourd'hui les seules morts qui comptent sont celles qui sont décomptées, annoncées. Le seul critère de réalité d'un événement est d'être télévisable. La guerre est devenue la perfection de cette société de spectacle que dénonçaient, en 1968, les situationnistes » (13).

Un journalisme de routines

L'éditorialiste évolue au sein d'un espace protégé dans lequel il se trouve, comme s'il avait fait l'objet d'un acte d'institution, séparé de ses confrères. A la différence de la plupart des autres journalistes souvent contraints de travailler dans l'urgence, son intervention prend place dans un cadre « à sa mesure » : l'éditorial, quel que soit son support de diffusion (presse écrite ou audiovisuelle), relève d'un format peu tributaire du rythme des événements puisqu'il bénéficie généralement d'un espace rédactionnel préalablement défini et en pratique peu affecté par des variations de volume. L'éditorial se trouve, en effet, séparé du « reste » de la production journalistique en vertu de l'un des schèmes les plus prégnants à l'œuvre au sein de cet univers – la césure entre faits et commentaires – qui, en consacrant de fait la hiérarchie interne, définit par là même, deux catégories de professionnels. Cette division du travail, – tout en produisant des concurrences vives sur la définition même du métier journalistique entre spécialistes des faits et spécialistes du commentaire (14) – localise l'activité de l'éditorialiste au sein d'un cadre régulier, le plus éloigné en pratique, des soubresauts de l'actualité immédiate. Le travail de l'éditorialiste apparaît alors nettement moins contraint que celui des autres professionnels de l'information, placés à la disposition de l'événement. La pré-programmation de la « confection » de l'éditorial lui fournit l'occasion de planifier son activité et de rester maître de son temps, ce qui demeure une pratique rarissime dans l'univers journalistique. Jean Boissonnat prépare ainsi le « papier » destiné à la sta-

(10) Pour une analyse des événements en termes de cadres, voir GOFFMAN (1991).

(11) VERON, 1981, p. 156.

(12) LE BOHEC, 1992.

(13) *Europe 1*, 9 février 1991. Cette prise de distance s'inscrit dans la stratégie de « résistance » d'un éditorialiste, issu de la presse écrite, et qui se voit désormais menacé par la télévision, particulièrement par le « 20 heures », dans son « rôle » classique consistant à définir l'événement.

(14) La lecture des manuels de journalisme, qui sont principalement l'œuvre de journalistes de terrain, est sur ce sujet éclairante. Pour illustration de ces « tensions » qui traversent l'espace journalistique, un rappel à l'ordre émanant d'un journaliste de base destiné à ses prestigieux confrères : « Il est révélateur qu'une émission comme *L'Heure de vérité*, dont le titre donne à penser qu'elle se consacre à l'exposé de faits, soit en réalité une heure de commentaire (qui, pour certains invités particulièrement fuyants, pourrait même s'écrire « comment taire ») », HUSSON, ROBERT, 1991, p. 64.

tion périphérique, sur le mode de l'« extra » – : « Les victimes d'*Europe 1*, ce sont ma femme et mes gosses » (15) –, à la fin d'une journée de travail : « Je commence le soir entre six et sept heures. Je réunis un dossier. Je passe les deux ou trois coups de fil nécessaires. Je rédige. Je dicte et j'enregistre » (16).

Cette dimension du travail de l'éditorialiste l'inscrit fortement dans ce que Jean G. Padioleau appelle le *journalisme de routines*, « c'est-à-dire des pratiques d'écriture et de mise en forme de nouvelles qui s'exercent sans requérir des opérations innovatrices par rapport à la pratique quotidienne » (17). Si les routines professionnelles des journalistes, comme de nombreux travaux l'ont démontré (18), contribuent à programmer les événements, y compris ceux qui, à première vue, pourraient apparaître comme particulièrement imprévisibles, celles-ci s'imposent avec une acuité particulière dans le cas du travail de l'éditorialiste. Ce dernier, en raison de sa position, se trouve toujours à distance de l'événement dont il a à parler : *distance physique* en premier lieu puisque sa tâche ne consiste pas à se déplacer sur le terrain, mais également *distance symbolique* puisque son intervention n'est pas déterminée par le flot des événements envers lesquels il peut affecter du détachement, voire de l'ironie, appréhendés comme signes de « hauteur de vue ». Jacques Julliard affiche, par exemple, son mépris pour les trophées destinés à récompenser le monde du spectacle et des médias : « La manie des classements et des

palmarès est devenue la plaie de l'époque : "Sept d'or" et "Dés d'or", les "Césars", les "Oscars", les "Balthazars" et les "Nanards", les décorations, les médailles de toutes sortes... Le monde n'est plus aujourd'hui qu'une gigantesque distribution des prix dont seuls sont exclus les enfants, les seuls qui en auraient un peu besoin » (19).

L'éditorialiste, cadrant l'événement à distance, doit cependant faire face au délicat problème de classification des sujets dont il aura à traiter (20). Amené à se demander : « qu'est-ce qui se passe ici ? » (21), question que, selon Erving Goffman, chacun se pose lorsqu'il cherche à interpréter un événement, et devant y répondre dans un bref délai, l'éditorialiste recourt aux *schémas typificateurs* (22) qu'il prélève dans son *stock social de connaissances* (23) afin de définir l'événement dès que celui-ci se présente à lui. L'usage de procédés typificateurs lui permet de faire advenir, pour reprendre les termes de Peter Berger et Thomas Luckmann, « une zone de lucidité derrière laquelle se trouve un fond d'obscurité » (24). Une telle ordonnance de la « réalité », baptisée le « choix de l'angle » dans le vocabulaire indigène, consiste à sélectionner un certain niveau de signification et à laisser dans l'ombre les autres définitions potentielles de la situation. Parler de l'événement équivaut ainsi pour chaque éditorialiste à mettre au point une focale (25) spécifique. L'usage routinisé de typifications produit du « sens » de manière immédiate en mobilisant des schèmes de perception largement

(15) Entretien de Jean Boissonnat, *Presse-Actualités*, n° 109, avril 1979, p. 46.

(16) *Ibid.* Il est à noter que tous les éditorialistes d'*Europe 1*, sans exception, exercent d'autres activités généralement plus « prenantes » au sein de l'espace journalistique.

(17) PADIOLEAU, 1976, p. 271.

(18) TUNSTALL, 1971 et plus particulièrement, TUCHMAN, 1973.

(19) *Europe 1*, 30 mars 1991.

(20) En une semaine, choisie au hasard (celle du 25 au 29 mars 1991), l'éditorialiste quotidien d'*Europe 1*, Alain Duhamel, a abordé successivement : la situation en Irak, la progression du chômage, les projets de loi relatifs à la décentralisation et les manifestations en faveur de Boris Eltsine à Moscou.

(21) GOFFMAN, 1991, p. 34.

(22) BERGER et LUCKMANN, 1986, p. 44-51. La faculté d'analyse immédiate de l'événement est d'ailleurs récusée par les journalistes de terrain : « Parce que donner son opinion est considéré comme plus valorisant pour le signataire de l'article, mais aussi parce qu'il pense dissimuler de la sorte les lacunes de son information, le journaliste subit une attraction naturelle pour le commentaire », HUSSON, ROBERT, *op. cit.*, p. 64.

(23) *Ibid.*, p. 63.

(24) *Ibid.*, p. 65.

(25) GOFFMAN, 1991, p. 16.

diffusés au préalable. Certains éditorialistes relatent ainsi les événements du Golfe à partir d'analogies appuyées, afin de rapporter un événement inédit à un événement « bien connu ». Les métaphores évoquant la Deuxième Guerre mondiale abondent, comme l'emploi du substantif « alliés » pour qualifier les forces occidentales engagées en Irak, l'atteste. Les plus « audacieux » se risquent même à établir un parallèle « Hitler-Saddam » : « Quant aux anathèmes contre l'américano-sionisme, ils rappellent bien à propos le grand slogan du nazisme. De même que les antimunichois disaient jadis aux pacifistes : "Mais, lisez donc Mein Kampf ! Hitler fait toujours ce qu'il dit", de même, aujourd'hui, devrait-on dire aux mêmes : "Lisez, écoutez Saddam Hussein !" » (26).

UN DISCOURS CONTRAINT

Garder la face

Ce n'est qu'une fois après avoir accédé à une forte visibilité, qu'un événement tend, selon l'économie du champ journalistique, à sortir d'une rubrique spécifique et fait l'objet d'un traitement éditorial. Cette intervention prend place dans un contexte de « déspecialisation », où l'événement acquiert une force nouvelle jusqu'alors contenue par la hiérarchie traditionnelle des informations. Il monte alors en généralité et par là même échappe aux journalistes qui en sont les plus proches dans leur pratique professionnelle quotidienne : ces derniers disposent généralement d'une capacité d'expertise fondée sur des connaissances techniques et sur une familiarité ancienne avec le terrain (27).

Abordant l'événement à distance, sans disposer d'un temps considérable pour la préparation du « papier », ni d'une connaissance approfondie du sujet traité, l'éditorialiste doit en outre éviter deux écueils : la répétition pure et simple de « ce qui a été déjà dit » et la prédiction toujours hasardeuse de « ce qui va se passer ». Si la mise en scène qui régit son intervention contribue à lui accorder une présomption de compétence (par exemple le rappel des titres possédés par l'éditorialiste, qui lui confèrent le droit à la parole, est un équivalent fonctionnel de l'encadré, de la photo et de la signature « en-tête » dans la presse écrite) à laquelle s'ajoute le savoir-faire qui lui permet généralement de contourner les principaux obstacles, en particulier lorsqu'il est soumis à la question par le journaliste qui tend le micro – en pratique, le présentateur du journal. Il est alors considéré comme un « expert » auprès duquel, selon les principes de la division du travail journalistique, on recherche des « réponses » (28). L'éditorialiste doit alors user de toutes ses ressources afin de ne pas trop se « découvrir » et risquer de se voir infliger un cinglant démenti par les faits, ou, à l'inverse, esquiver les questions et donner alors l'impression de ne pas être « à la hauteur ». Il redouble de prudence et s'illustre plus que jamais dans la rhétorique de l'impartialité (29) lorsque son intervention a pour cadre une situation de crise. Son savoir pratique apparaît alors inopérant pour déchiffrer l'événement, ce qui le contraint à multiplier les tactiques de repli, tel Alain Duhamel, réagissant à l'une des opérations militaires de la guerre du Golfe : « C'est ce qu'on peut dire, en tout cas, depuis Paris puisque, sur place, les

(26) Claude Imbert, *Europe 1*, 12.2.1991.

(27) Patrick Champagne (1994) met au jour ce phénomène, à propos du « scandale du sang contaminé », et notamment la concurrence vive qui s'instaure entre différents professionnels de l'information lorsque la « dramatisation » de l'événement tend à déposséder les journalistes a priori les plus compétents pour en traiter (dans ce cas précis, les journalistes médicaux) au profit des éditorialistes et plus encore des journalistes de la télévision.

(28) Le présentateur du journal *d'Europe 1* questionne ainsi Alain Duhamel : « Vous parliez d'une logique de cessez-le-feu du côté soviétique. Quel jeu joue Moscou en ce moment ? » (26 février 1991) : « Une initiative iranienne pour renouer le dialogue entre l'Irak et les États-Unis. Question toute simple : Alain, est-ce que cela peut marcher ? » (5 février 1991). Si cette rhétorique de la question anxieuse participe de la reconnaissance de la capacité d'expertise de l'éditorialiste, une « piste » alternative peut être suggérée : le journaliste de terrain peut parfois éprouver un sentiment de revanche symbolique lorsqu'il parvient à « mettre dans l'embarras » son confrère plus titré.

(29) Caractérisée selon Pierre Bourdieu (1982, p. 155) par « les effets de symétrie, de juste milieu, et soutenue par un éthos de la bienséance et de la décence, attesté par l'évitement des formes les plus violentes de la polémique, par la discrétion, le respect affiché de l'adversaire, bref, tout ce qui manifeste la dénégation de la lutte politique en tant que lutte ».

moyens de vérification sont, si j'ose dire, encore plus faibles » (30). Pressé par les questions du journaliste : « Justement, Alain. Pour tous ceux qui se réveillent ce matin, puisque la situation est relativement compliquée : est-ce qu'on va plutôt vers la paix, enfin, ou est-ce qu'il y a encore un sérieux risque de guerre ? », l'éditorialiste, à bout d'arguments, se retranche derrière « les formes » : « Écoutez, avec Saddam Hussein, il ne faut pas conclure de façon trop péremptoire. Mais, ce qu'on peut dire, c'est qu'il est obligé de faire des pas en direction de la paix (...) Ce n'est plus lui qui mène le jeu » (31). Soucieux de « garder la face » (32), l'éditorialiste justifie sa prise de parole en s'efforçant de « grandir » l'événement de crainte que celui-ci ne le « diminue ». Il en souligne alors toute la « complexité » qui lui autorise justement ses précautions oratoires.

La hiérarchie des événements propre à l'espace journalistique (33) s'impose néanmoins à l'éditorialiste qui ne saurait la méconnaître sans courir de risques : une homologie est d'ailleurs perceptible entre la *taille* (34) d'un événement et l'investissement auquel il donne lieu chez l'éditorialiste. Serge July signe ainsi dans *Libération* dix-huit éditoriaux du 3 au 28 février 1991 et seulement trois le mois suivant. Cette brusque rupture de rythme résulte du « dénouement » du principal événement de la période : la guerre du Golfe. L'issue et les effets probables de l'événement semblent « réglés » à la fin du mois de février 1991, ce qui a pour effet de susciter un désengagement partiel des journalistes.

A l'inverse, d'autres événements ne sauraient s'immiscer que par effraction sur l'agenda de l'éditorialiste, puisque son savoir-faire le conduit à écarter par avance tout événement « indigne » (35) susceptible, s'il en rend compte, d'affecter son « crédit ».

Le primat du politique

La quasi-totalité des thèmes abordés dans leurs « papiers » par les éditorialistes d'*Europe 1* relèveraient, s'il fallait les classer selon les catégories ordinaires, de la rubrique politique. Ceci ne signifie cependant pas que les éditorialistes évoquent au même moment des sujets identiques, puisqu'une division du travail implicite s'instaure entre éditorialistes en fonction des compétences et surtout du capital symbolique accumulé par chacun d'eux. Une éditorialiste qui fut de longues années journaliste politique s'ingénie, par exemple, à dévoiler les « coups » des professionnels de la politique, alors qu'un « éditorialiste-intellectuel » peut s'autoriser, par des papiers généralement plus longs, une réflexion personnelle sur la politique internationale (36). La sur-représentation des événements politiques n'est que le produit du classement des événements par les éditorialistes, qui résulte en grande partie des conditions dans lesquelles ils exercent leur activité. Fortement dépendant de ses sources, ce qui constitue d'ailleurs une des principales caractéristiques du journalisme de routines (37), l'éditorialiste est la plupart du temps conduit à importer les catégories de perception en vigueur dans le champ politique.

(30) *Europe 1*, 14 février 1991.

(31) *Europe 1*, 22 février 1991.

(32) GOFFMAN, 1974, pp. 9-42.

(33) Gaye Tuchman (1973, pp. 113-115) a souligné que les événements sont classés, par les journalistes, dans des catégories préconstituées (soft news, hard news, spot news, developing news, continuing news), à partir de caractéristiques techniques mais aussi en fonction de leur « valeur » sociale.

(34) Sur les variations de « taille » d'un événement et plus largement sur les conditions de production d'un événement politique, voir GAITI, 1994.

(35) Ainsi que l'écrit fort justement Patrick Champagne (1984, p. 40) : « alors que tel journaliste de radio peut présenter, par avance, le passage d'un homme politique au *Club de la Presse* comme "l'événement politique de la journée", il faut le plus souvent plusieurs semaines avant que telle grève de travailleurs émigrés du secteur de l'automobile ou telle "grève du lait" des agriculteurs de l'Ouest fassent la "une" des journaux parisiens ».

(36) Catherine Nay « révèle » ainsi les « profits » retirés par le président de la République Française durant la guerre du Golfe (*Europe 1*, 14 mars 1991), alors que Jean-François Revel aborde l'Initiative de Défense Stratégique (16 février 1991), les « faillites » de l'Albanie et de la Yougoslavie (16 mars 1991), la « catastrophe » économique en Europe de l'Est (13 avril 1991).

(37) Jean G. Padioleau (1976, p. 272) souligne que, dans le journalisme de routines, « ce sont en effet les sources qui prennent l'initiative de diffuser des messages (...) Les sources maîtrisent aussi la connaissance et l'accès aux informations ; elles possèdent l'initiative de faire le cas échéant des divulgations discrétionnaires. »

Ce phénomène est vérifié, voire amplifié, lorsque les éditorialistes s'écartent de leur sphère familière. Ce genre de tentative ne saurait être par ailleurs qu'exceptionnel et il conduit inéluctablement à une retraduction de l'événement, « naturalisé » en problème politique. Abordant le « malaise des banlieues », lors de leur face-à-face hebdomadaire, les deux éditorialistes, Alain Duhamel et Serge July, dressent avec minutie le bilan des politiques publiques engagées : « D'abord, il y a eu le développement social des banlieues. Ensuite, *Banlieues 89* et surtout la délégation ministérielle à la ville » (38). Puis, en parfaits étiologues, ils recensent les racines du « mal » avant d'envisager les « thérapies » appropriées. Serge July : « Pourquoi, ça piétine ? Je crois qu'il y a deux facteurs aggravants dans cette situation : le facteur du chômage (...) c'est un facteur d'accélération (...) Deuxièmement, il y a le processus assez lent, et naturellement lent de l'intégration. » Alain Duhamel recense pour sa part les solutions : « Il me semble que pour tenter de trouver des solutions, il y a beaucoup de choses qui sont entreprises notamment au niveau de l'habitat et de l'action locale (...) On s'aperçoit que la situation s'est améliorée dans certains quartiers grâce au tissu associatif de bénévoles qui ont joué un rôle décisif. Il y a un autre problème, à côté de ça, qui est un des maux français (...) ce sont les défaillances de la France en matière de formation professionnelle (...) Ce sujet était déjà là au moment de la campagne présidentielle de 1981 et quand on demandait à V. Giscard d'Estaing : "quel est votre grand échec sous votre septennat ?", il répondait : "la formation professionnelle". »

L'appréhension des « problèmes sociaux » à partir des schèmes de perception proprement politiques est implicite-

ment revendiquée par l'un des deux éditorialistes, qui, d'une certaine façon, « vend la mèche », en reconnaissant ne s'éloigner qu'en apparence des thématiques habituelles lorsqu'il évoque le « problème des banlieues ». Serge July s'adresse ainsi, avec une pointe d'ironie, au journaliste « arbitre » du débat : « Car, je vais vous rassurer, André Dumas : on parle de quoi ? On ne parle pas de problème de société, là ! On parle de politique, au sens où c'est évidemment la question principale qu'ait à affronter l'hexagone. » La mise en avant du politique participe de l'ennoblissement nécessaire d'un sujet, à connotation sociale, donc a priori fortement chargé d'exotisme.

L'occupation d'une position haute au sein de l'univers journalistique ne prédispose guère l'éditorialiste à admettre une quelconque situation de « dépendance objective » envers les politiques, mais, plutôt, à envisager ces relations sur un mode enchanté : « Hommes politiques et hommes de communication vivent de la même manière, se côtoient sans cesse, ont les mêmes lieux de travail, les mêmes lieux de loisir, les mêmes studios et les mêmes tailleurs, les mêmes restaurants et les mêmes cafés, parfois les mêmes lieux de villégiature » (39). Certains éditorialistes, davantage attentifs par leur trajectoire antérieure, à *ce qui se joue* dans les relations qu'ils nouent avec le personnel politique, abordent plus volontiers la question du rapport aux sources et les contraintes qu'il génère : « Le capital d'un journaliste politique, c'est son carnet d'adresses. Il faut pouvoir joindre à tout moment l'homme politique, chez lui, dans sa voiture. On vous dira d'autant plus que vous avez moins parlé. Le jeu est très subtil. La question est : "Qui est le jouet de l'autre ?" » (40). La routinisation des interactions, publiques ou privées (41) contribue

(38) Serge July, *Europe 1*, 31 mars 1991.

(39) Alain Duhamel, *Les Habits neufs de la politique*, Flammarion, 1989, p. 135. Pour un exemple, parmi d'autres, de « lien », le témoignage de Claude Imbert qui relate son admission à un club, la « commission trilatérale » : « J'y suis entré à la fin de 1985, coopté par la vingtaine de membres de la délégation française parmi lesquels Raymond Barre et Alain Cotta. Nous sommes trois journalistes européens avec mon homologue du Welt et un autre de la Stampa. C'est une maison de très bonne compagnie », cité in CHASTENET, 1986, pp. 199-200.

(40) Entretien de Catherine Nay, cité in CHASTENET, 1986, p. 277.

(41) Catherine Nay admet l'existence de relations privées avec les professionnels de la politique : « Je vous mentirais si je vous disais qu'ils ne viennent pas dîner à la maison ou que je ne vais pas dîner chez eux... On possède un quota de types, aussi bien à droite qu'à gauche, dont on ne dira jamais de mal parce qu'on les aime bien », cité in CHASTENET, 1986, p. 277.

à l'instauration de *secrets d'initié* reliant éditorialistes et professionnels de la politique même si l'idéologie professionnelle conduit tout journaliste à s'exclure par avance du jeu, en invoquant la posture d'observateur (42).

Certains événements politiques s'imposent d'autant plus « naturellement » à l'éditorialiste qu'il en a été le participant. L'inclination spontanée de l'éditorialiste pour la politique s'explique ainsi en partie par la co-production des événements politiques résultant de la collaboration active entre professionnels de la politique et journalistes (43). La synchronisation des agendas politique et journalistique – un passage à *L'Heure de Vérité* ou la « rentrée » d'un homme politique de premier plan constituent pour un éditorialiste des événements politiques incontournables (44) – ne doit cependant pas masquer la primauté du premier sur le second. La suprématie des événements politiques sur les autres événements procède d'un phénomène plus général : la « subordination structurale du champ journalistique envers le champ politique » (45). L'éditorialiste se trouve, en effet, la plupart du temps dans la situation de devoir réagir aux initiatives des professionnels de la politique. Un éditorialiste quotidien est d'ailleurs davantage soumis qu'un autre à un suivi minutieux de l'actualité politique et toute péripétie est, pour lui, susceptible de faire événement (46).

Si le « choix » des thèmes à traiter par l'éditorialiste paraît fortement contraint, la manière d'en parler ne l'est pas moins. Soucieux de l'impact éventuel de ses « papiers » sur ses sources (47), il doit également s'efforcer d'anticiper les éventuelles réactions

de l'« opinion publique », *cette illusion bien fondée* qu'il peut certes contribuer à produire mais qui s'impose en retour à lui-même comme à tout protagoniste du débat politique, à la manière d'un *tribunal* (48) auquel il ne saurait que se soumettre, sauf à courir le risque de ne pas être entendu. L'éditorialiste « ajuste » ainsi ses schèmes analytiques à l'évolution de la situation : il ne saurait longtemps tenir une position à rebours de l'« opinion », et ce d'autant moins qu'il s'exprime dans une conjoncture « tendue ». Alain Duhamel « conseille » dans un premier temps aux forces occidentales, lors du déclenchement de l'initiative terrestre contre l'Irak, de mener une « guerre propre » et de s'interdire l'usage des armes chimiques : « C'est la différence entre un État de droit et une dictature, la différence entre une guerre de rapine et une guerre qui essaie de respecter un certain nombre de conventions vis-à-vis des civils, vis-à-vis des prisonniers, vis-à-vis des armes employées » (49). Une semaine plus tard, après l'annonce de bombardements massifs ayant causé la mort de trois cents civils irakiens, l'éditorialiste, devant les circonstances, « révisé » son jugement : « C'est la démonstration qu'il n'y a pas de guerre propre, qu'il n'y a pas de guerre juste, qu'il n'y a pas de guerre abstraite, qu'il n'y a pas de guerre technologique, qu'il n'y a que des guerres cruelles et quelquefois des guerres nécessaires » (50). La prise de parole de l'éditorialiste est ainsi enserrée dans un réseau de contraintes fortes, progressivement intériorisées comme constitutives du « métier », et qui pour cette raison, ne lui apparaissent que rarement comme telles.

(42) L'un des effets possibles de l'adoption d'une position de surplomb revient à entreprendre une disqualification des professionnels de la politique comme l'atteste le « marronnier » de la « crise de la représentation », cf. : NEVEU (1992) et LACROIX (1994).

(43) Pour un exemple : le « club de la presse » animé par Alain Duhamel reçoit Jean-Marie Le Pen (10 février 1991). Le lendemain (11 février 1991), le « papier » de l'éditorialiste est consacré à la prestation de la veille.

(44) L'invitation de Raymond Barre à *L'Heure de Vérité* donne ainsi lieu, en pleine guerre du Golfe, à un éditorial de Catherine Nay (12 février 1991).

(45) Selon l'expression de GAXIE, 1993, p. 72. Pour une confirmation récente, concernant la question des logiques d'accès du personnel politique à la télévision, voir : DARRAS, 1995.

(46) Alain Duhamel évoque deux jours de suite (11 et 12 avril 1991) le débat qui suit le dépôt d'une motion de censure par les députés de l'opposition (UDF et RPR) à l'Assemblée Nationale qui ne présentait néanmoins aucun risque pour le gouvernement de Michel Rocard.

(47) Pour une réhabilitation de l'importance des sources pour la sociologie du journalisme, voir : SCHLESINGER, 1992.

(48) Pour reprendre l'expression de BAKER, 1993.

(49) *Europe 1*, 6 février 1991.

(50) *Europe 1*, 14 février 1991.

MODES D'APPROPRIATION DE L'ÉVÉNEMENT

Envisager le travail de l'éditorialiste sous l'angle des contraintes exercées par le champ politique ne rendrait compte qu'imparfaitement de cette activité. Ce serait, en effet, oublier que les relations établies entre éditorialistes et professionnels de la politique ont évolué profondément en raison de la lente mais progressive autonomisation de l'espace journalistique qui confère désormais aux éditorialistes un droit d'évaluation et de critique des politiques (51). Le capital symbolique accumulé au sein de l'espace journalistique et actualisé par le poste qu'il occupe autorise l'éditorialiste à afficher une distance ostensible envers les professionnels de la politique qui participe de sa *façade* (52). L'éditorialiste dispose ainsi d'un répertoire éprouvé de postures susceptibles de lui octroyer le « crédit » exigé par sa position.

Jouer au traducteur

L'intervention de l'éditorialiste est programmée à une heure de grande écoute, stratégique (53) pour la station périphérique, où le public est socialement hétérogène (54). L'éditorialiste s'inscrit dans une *logique de porte à faux* (55) en s'adressant à des publics composites, aux attentes

nécessairement contradictoires : privilégiant un public de « décideurs » intéressé par la politique (56), il ne peut manquer de solliciter, ne serait-ce que pour des raisons d'audience, l'attention momentanée des *profanes* qui n'accordent qu'une attention *oblique* à la politique. Cette double contrainte présuppose l'adoption d'un registre *omnibus* de la politique et conduit à un travail permanent de *sous-titrage des notions obscures*. L'éditorialiste, à des fins d'anticipation de la réception, déploie un certain nombre de procédés qui relèvent du registre pédagogique. Soucieux de maintenir l'intérêt des auditeurs, il ponctue son discours d'interrogations destinées à en faciliter l'écoute sans oublier d'énumérer les principaux points de la démonstration. Alain Duhamel ne déroge pas à ces principes lorsqu'il tente d'expliquer les variations de position de Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe : « Comment est-ce qu'on peut expliquer ce comportement, quand même, à quelques heures d'intervalle, apparemment tellement contradictoire ? Eh bien, la première chose, c'est qu'il cherche absolument à sauver la face. D'abord vis-à-vis de son peuple et à la fois vis-à-vis du monde arabe. C'est bien clair. La deuxième chose, c'est qu'il essaie de donner le sentiment qu'il continue à être un des leaders dans cette évolution continue des événements, qu'il ne se contente pas de

(51) Pour un exemple de l'évolution des « rapports de force » entre hommes politiques et journalistes, cf. le témoignage de Claude Imbert : « Les plus jeunes, ceux qui ont moins de quarante ans, ne se laissent plus marcher sur les pieds comme ceux de ma génération qui pratiquaient des rodomontades de bistrot suivies des courbettes de bureau », cité par RIEFFEL in *Histoire et Médias*, collectif, Albin Michel, 1991.

(52) Pour un exemple parmi d'autres, la réaction indignée de Serge July après que *Témoignage Chétien* le présente, en 1983, comme « un homme du président » : « A l'Élysée, je passe pour un emmerdeur, renseignez-vous ! *Libé* n'est pas un journal politique. Il ne se conçoit pas comme un organe politique. D'ailleurs, il n'a aucune ligne. Son objectif : l'information », *Témoignage Chétien*, 10 octobre 1983, p. 29.

(53) La tranche horaire « 6 h-8 h 30 » est financièrement la plus importante pour la station car elle génère l'audience la plus forte : les tarifs publicitaires sont à ce moment trois à quatre fois plus élevés que la moyenne (le tarif de 30 secondes de publicité passe ainsi, en 1994, de 45 668 francs entre 6 h et 8 h 30 à 18 811 francs entre 8 h 30 et 12 h), *Stratégie*, Le Guide des médias, 1995.

(54) Le profil de l'auditoire d'*Europe 1*, tel qu'il ressort des enquêtes « médiamétrie », apparaît très composite : plutôt masculin (63,5 %), résidant souvent en région parisienne (27,2 %) ou dans le bassin parisien (24,3 %), faiblement polarisé en fonction de l'âge (les « + de 60 ans » (29, 4 %) devancent les « 35-49 ans » (28,9 %)) et de la catégorie sociale (ceci en dépit de l'imprécision des classifications, puisque les « CSP + » regroupant cadres supérieurs, professions intermédiaires et indépendants et qui représentent le public de référence, demeurent néanmoins nettement minoritaires (36,2 %) et ne sauraient pour cette raison évidente constituer la seule « cible » de la station. *Stratégie*, Le Guide des médias, 1995.

(55) Sur les nécessités de « traduction » du discours politique dans les médias, particulièrement audiovisuels, cf. NEVEU, 1989 et 1991 et LE GRIGNOU, NEVEU, 1991 et 1993.

(56) Un ancien directeur d'antenne pouvait déclarer : « La station s'adresse à tous ceux qui bougent et qui font bouger la France et l'Europe aujourd'hui. Demandez donc aux publicitaires ! ». Entretien de Jean-Pierre Elkabach, *L'Événement du Jeudi*, 25 janvier 1990.

subir, soit les initiatives des États-Unis, soit des coalisés, mais que lui aussi joue le jeu. La troisième chose, c'est qu'avec Saddam Hussein, il ne faut jamais écarter ce qui est peut-être la volonté de ruser, de manœuvrer, de gagner du temps » (57). Le sous-titrage peut aussi conduire à dramatiser un événement selon la logique du « scoop », lorsque l'éditorialiste aborde un thème réputé aride comme l'économie. Jean Boissonnat commente en ces termes l'évolution de l'inflation : « C'est la première fois que cela se produit depuis que je m'exprime sur cette antenne : la France a toutes les chances cette année d'avoir une hausse des prix inférieure, je dis bien inférieure, à celle de l'Allemagne (...) Et, si la France fait mieux que l'Allemagne, elle pourrait être championne du monde car le Japon fait moins bien que nous, ces temps-ci. On croit rêver ! D'ailleurs, vous ne me croyez pas, et vous avez tort ! » (58).

La sollicitation de l'intérêt des profanes peut emprunter également une autre voie : l'énoncé politique peut être prudemment recouvert par une approche psychologique des personnages qui instaure un rapport au politique en continuité avec les catégories éthiques, mobilisées par les individus les moins familiarisés aux logiques spécifiques de l'espace politique (59). Le recours au portrait psychologique pour décrypter le discours politique à l'usage des *profanes* met l'accent sur les qualités attendues d'un homme politique, incomparables, avec celles de l'homme ordinaire : « Il y un an la Syrie avait été mise au ban par les États-Unis qui la considérait comme un État terroriste (...) Aujourd'hui, le secrétaire d'État américain rend visite longuement, parle, discute, remercie même

sans doute un peu la Syrie de sa contribution contre l'Irak. Alors, ça s'explique tout ça, en bonne partie, par la personnalité du général Assad, le numéro Un syrien qui est à la fois le plus impressionnant des hommes d'État de toute la région, le plus réfléchi, le plus intelligent, le plus obstiné et qui est également un dictateur et le cas échéant totalement implacable. Et il a compris très vite parce qu'il comprend bien les choses et qu'il est plus obstiné que les autres » (60). Cette posture, « exemplaire de ce mécanisme de rapatriement dans la personne de l'homme politique des raisons de son succès et de la constitution de sa personnalité comme une valeur politique en soi » (61), souligne les limites de l'émancipation des éditorialistes envers les hommes politiques puisqu'ils partagent avec eux, par idéologie professionnelle, l'illusion de la toute-puissance du politique, ce qui les conduit, dans certaines circonstances, à se faire les chantres du civisme et de la participation politique : « En France, plus des deux tiers des communes ont moins de cinq cents habitants. Il y a là une question simplement d'échelle économique. Il faut qu'il y ait des changements et pour équilibrer ces changements, il faut que les citoyens participent davantage » (62). L'usage du registre psychologique possède un autre atout : il autorise l'éditorialiste à faire montre de son talent littéraire. Par la virtuosité d'un exercice de style, un militant révolutionnaire est transmué en un personnage romanesque : « Il a eu un itinéraire qui a commencé comme un aventurier de Malraux et qui a fini comme un héros de Céline. Son problème est qu'il y a un mélange perpétuel des deux personnages » (63).

(57) *Europe 1*, 22 février 1991.

(58) Jean Boissonnat, *Europe 1*, 8 mars 1991.

(59) Sur les relations des « profanes » à la politique, cf. GAXIE, 1978. Pour un exemple d'usage du registre psychologique à des fins d'analyse politique, l'ouvrage d'Alain Duhamel, *Le Complexe d'Astérix* (1985), au sous-titre évocateur : *Essai sur le caractère politique des Français*.

(60) Alain Duhamel, *Europe 1*, 14 mars 1991.

(61) COLLOVALD, 1992, p. 84.

(62) Alain Duhamel, *Europe 1*, 28 mars 1991.

(63) Il s'agit de Georges Boudarel, voir *infra*. Alain Duhamel, *Europe 1*, 24 mars 1991.

Le style, c'est l'éditorialiste

L'éditorialiste n'est pas un journaliste comme un autre. Il peut s'autoriser certains « effets de plume », comme le soulignent les manuels de journalisme : « L'éditorial est un texte qui réveille. Son auteur peut se laisser aller à son humeur. S'il se sent l'âme littéraire et s'il en a l'envergure, rien ne l'empêche de se livrer à un morceau de bravoure » (64). L'éditorialiste est particulièrement attentif au sens de la formule qui « fait mouche » puisqu'elle lui permet de réaliser un « coup double » : se différencier de ses confrères en imposant sa marque tout en décodant, à l'attention des profanes, une actualité la plupart du temps hermétique. La découverte d'une société-écran créée à l'initiative de Saddam Hussein afin de placer des fonds hors d'Irak met Jean-François Revel en verve : « Que doivent penser de cette arnaque les Arabes de Palestine, de Mauritanie, de Jordanie, du Maghreb ou de France qui ont vu en Saddam leur Jeanne d'Arc ? Jeanne d'Arc aussi avait des visions et entendait des voix comme Saddam qui affirme avoir vu le prophète Mahomet lui apparaître en rêve et lui parler. Mais, à la différence de Saddam, Jeanne d'Arc ne planquait pas de fric en Suisse » (65).

Faire preuve de style constitue une norme sociale à laquelle un éditorialiste ne saurait déroger sans compromettre le capital symbolique patiemment accumulé auprès des confrères. « Savoir écrire » s'avère une ressource sociale précieuse pour l'éditorialiste qui maîtrise cet instrument d'évaluation, à la manière d'un Claude Imbert qui, sachant « soigner » ses effets, se voit combler de louanges : « Ses éditoriaux, remarquablement écrits, font preuve d'une recherche sémantique inhabituelle et presque déplacée dans son

support » (66). Commenter l'événement est alors prétexte à faire état de ses références culturelles ou de son talent littéraire. Les analyses relatives à la mise en scène de la politique télévisée apparaissent parfaitement transposables pour comprendre les pratiques des éditorialistes : « de la référence hermétique à la métaphore audacieuse, en passant par l'analogie inattendue, tout concourt à faire de cet exposé un véritable exercice de style qui témoigne de l'érudition, du brio, de la maîtrise de la langue et des multiples talents des journalistes » (67). L'éditorialiste doit faire preuve par son « papier » de l'étendue de son savoir, susceptible de valider l'ensemble de l'analyse. La sollicitation d'un « grand auteur » à l'appui de la démonstration est un indice du capital culturel de l'éditorialiste : « Jamais, peut-être, la fameuse distinction de Max Weber entre éthique de conviction et éthique de la responsabilité n'aura paru plus éclatante » (68) ; « Pour citer Pascal, on a fait que ce qui était fort fût juste » (69). L'usage de la citation alterne avec l'emploi de l'épigramme qui, à la manière de Claude Imbert convoquant Mahomet : « L'encre de l'élève est plus sacrée que le sang du martyr » (70), atteste la « valeur » du commentaire qui la suit.

La mobilisation de sources de qualité constitue un autre moyen dont l'éditorialiste dispose pour donner un aperçu de l'étendue de son capital social. L'invocation des ressources sociales tend à s'accroître parmi les éditorialistes des *news-magazines* et plus encore dans la presse économique, en affinité avec les dispositions d'un lectorat mieux doté en capital économique qu'en capital culturel. L'éditorialiste recherche ainsi une ostensible complicité avec les « décideurs ». Les éditoriaux de Jean Boissonnat foisonnent de

(64) MARTIN-LAGARDETTE, 1989, p. 82.

(65) *Europe 1*, 30 mars 1991.

(66) CHASTENET, 1986, p. 199. Une sélection des éditoriaux de Claude Imbert est, indicateur de leur « qualité », publiée dans la revue *Commentaire*.

(67) LE GRIGNOU, NEVEU, 1991, p. 76.

(68) Jacques Julliard, *Europe 1*, 9 mars 1991.

(69) Jean-François Revel, *Le Point*, 11 mars 1991.

(70) *Le Point*, 28 janvier 1991.

références, à l'image du bloc-notes publié par *L'Expansion*, entièrement construit sur l'homologie de position entre l'éditorialiste et le public « idéal », constitué d'hommes d'affaires. L'éditorialiste, tout en glissant des conseils à ses pairs – « L'Insee vient de consacrer à ce phénomène capital (la productivité) un numéro spécial de sa revue *Économie et statistique* qui mériterait d'être largement connu » (71) –, fait état dans son bloc-notes surchargé, comme dans ses interventions sur l'antenne d'*Europe 1*, des relations de proximité qu'il entretient avec les responsables économiques et politiques : « Que se passe-t-il vraiment en Allemagne ? Après des contacts pris avec les cercles dirigeants à Francfort et à Bonn, les premières impressions sont moins pessimistes » (72) ; « Sid Ahmed Ghazali est ministre des affaires étrangères d'Algérie. Je ne l'avais pas revu depuis ces temps anciens où cet ingénieur formé à l'école des Ponts et Chaussées de Paris s'occupait du pétrole algérien. Je le retrouve grâce à Thierry de Montbrial et à l'Institut Français de Relations Internationales qu'il préside » (73). La mobilisation des ressources sociales et culturelles participe à la construction du rôle de l'éditorialiste, familier des « puissants » et traducteur à destination du grand public : « Un acteur de premier rang des affaires internationales me dit : "C'est une très grande révision que la France engage (en matière de politique internationale). Comme dans le tournant économique de 1983, ce sera pour la doctrine socialiste – ou ce qu'il en reste – un électrochoc" » (74).

Incarner l'opinion

L'éditorialiste ne se contente pas de traduire ou d'« emballer » un message à destination de son public. Il peut également se présenter comme le porte-parole des audi-

teurs auxquels il s'adresse et son intervention consiste en partie, selon le principe de la représentation politique, à lui rendre des comptes : « Il fallait punir, certes, et libérer le Koweït, débarrasser Israël de cette menace. Mais, une semaine aurait sans doute suffi sans détruire un pays, sans écraser un peuple, sans ridiculiser une nation. C'est facile, pensez-vous, de dire ça aujourd'hui mais il se trouve que je l'ai écrit à plusieurs reprises auparavant et si je m'étais trompé, j'en aurais pris plein la figure. Alors, en revanche, je l'avoue, j'ai personnellement sous-estimé le rôle que jouait dans cette affaire un hégémonisme de grande puissance et surestimé l'intervention bénéfique de l'ONU qui a été quelque peu bafouée, et de cela je vous prie de m'en excuser » (75). Cette affectation d'humilité ne peut se comprendre qu'au regard de la « valeur » de la ressource que constitue l'opinion publique. C'est, en effet, parce qu'il incarne l'opinion que l'éditorialiste s'autorise à rappeler à l'ordre les professionnels de la politique et qu'il peut faire usage de l'ironie moralisatrice : « Il faut faire attention avec les lessiveuses ! A trop vouloir maintenir le couvercle clos, quand le linge bout à l'intérieur, on les transforme en marmite infernale et un jour, Pouf !, ça vous explose à la figure. L'ex-président Giscard d'Estaing en sait quelque chose puisque dans sa lessiveuse à lui – car c'est un homme du monde – il y avait des diamants. Il ne les avait pas volés, ni détournés, simplement il avait eu le tort de les laisser bouillir et de s'asseoir sur le couvercle. On connaît la suite. Apparemment, le Parti Socialiste n'a pas retenu la leçon. Lui, dans sa grosse lessiveuse, il a enseveli de vulgaires cahiers d'écoliers sur lesquels un comptable naïf a noté au jour le jour toutes les magouilles financières auxquelles il se livrait pour le compte du PS » (76). Conscient du relatif handicap de sa position, qui ne « tient »

(71) *L'Expansion*, 7 février 1991.

(72) *Europe 1*, 12 avril 1991.

(73) *L'Expansion*, 21 mars 1991.

(74) Claude Imbert, *Le Point*, 18 mars 1991.

(75) Jean-François Kahn, *Europe 1*, 27 février 1991.

(76) Jean-François Kahn, *Europe 1*, 10 avril 1991.

que sur le capital accumulé sur son nom, l'éditorialiste doit emprunter le détour de l'intérêt général afin de se grandir. La mobilisation de l'opinion agit, en effet, comme l'indique Bernard Lacroix, à la manière d'un substitut de l'onction électorale qui lui fait défaut : « Les journalistes ne disposent au départ d'aucune ressource de légitimité pour faire jeu égal avec les représentants auxquels ils donnent la réplique. Or l'usage des sondages vient très exactement compenser cette infériorité congénitale en figurant l'incarnation d'un "public" juge de l'action de ceux qui parlent en son nom » (77).

Cette puissance sociale acquise par les éditorialistes est relativement récente puisque, comme le rappelle Erik Neveu, le rôle des journalistes politiques les plus « en vue » consistait encore, à la fin des années 1960, à tenir « le rôle d'interlocuteurs ou de rewriters dans des livres écrits au magnétophone » (78). L'autonomisation progressive des journalistes politiques – phénomène qui a principalement bénéficié aux plus titrés d'entre eux parmi lesquels les éditorialistes politiques figurent en bonne place – a été rendue possible par les transformations de l'espace politique, désormais ouvert aux sondeurs, conseils en communication, politologues...qui disputent aux professionnels de la politique le monopole de la parole politique (79). Sans qu'il soit possible de s'attarder longuement ici sur l'ensemble des transformations sociales qui ont permis l'autonomisation progressive des éditorialistes à l'égard de l'espace politique (80), on peut remarquer que leur droit d'intervention s'exerce aujourd'hui au nom de leurs

propres compétences et non plus uniquement en tant que faire-valoir des hommes politiques. La multiplication, dans les médias audio-visuels, d'émissions politiques mettant aux prises des éditorialistes « entre eux », en l'absence d'hommes politiques, atteste, d'une certaine manière, la réussite de la prophétie auto-réalisatrice qui les a fait passer pour des représentants de l'opinion (81).

Si l'anticipation des attentes supposées des auditeurs tend à homogénéiser en grande partie le contenu et la forme des « papiers » des éditorialistes, qui intériorisent dans leur pratique professionnelle diverses « contraintes » d'énonciation, ils conservent, néanmoins, par leur traitement de l'événement, une marge de manœuvre indéniable. Ces « contraintes » qui délimitent leur prise de parole peuvent être envisagées ici au sens qu'Anthony Giddens donne à cette notion. Pour cet auteur, « toutes les formes de contraintes sont donc aussi, selon des modes qui varient, des formes d'habilité. Elles servent à rendre possibles certaines actions en même temps qu'elles en restreignent ou en empêchent d'autres » (82). Le discours de l'éditorialiste, en étant étroitement soumis aux impératifs de décodage, requiert un sous-titrage permanent et – pour cette même raison – s'inscrit dans un cadre d'intervention spécifique, qui l'autorise à prendre ses marques envers les premières définitions de l'événement. S'appropriant l'événement commande de réaliser un « produit » standardisé mais personnel, qui ne saurait en aucun cas être confondu avec un produit ordinaire (83).

(77) LACROIX, 1988, p. 134.

(78) NEVEU, 1992, p. 14.

(79) Sur cette question, voir CHAMPAGNE, 1988.

(80) Parmi une littérature abondante, des informations précises figurent dans RIEFFEL, 1984 et ROUCAUTE, 1991.

(81) Les années 1980 ont vu ce type d'émissions se multiplier notamment à la télévision : de la revue de presse mensuelle de *Droit de réponse*, le magazine de Michel Polac, en passant par *A la une sur la trois* animé par Christine Ockent, ou *Polémiques* de Michèle Cotta, la confrontation des éditorialistes de la presse fait aujourd'hui figure d'un nouveau genre d'émission politique.

(82) GIDDENS, 1987, p. 231.

(83) C'est d'ailleurs l'« individualisation » de ce produit journalistique qui permet à ses auteurs d'en faire des usages multiples (production de différentes versions d'un même éditorial en presse écrite et audio-visuelle, publication d'ouvrages réunissant les « meilleurs » éditoriaux d'une période...) puisque, à la différence de la plupart des autres produits journalistiques, celui-ci ne s'épuise pas dans l'instant.

Le jeu du consensus

Les éditorialistes politiques sont pris dans un certain nombre d'interactions au cours desquelles ils élaborent ensemble leurs définitions des événements. La mise au point de schèmes d'interprétation homologues présente l'intérêt d'éviter ce que Erving Goffman appelle les *conflits de cadre* (84), susceptibles, lorsqu'ils surviennent, de remettre en question leur crédibilité. L'instauration de mécanismes informels de coordination – interconnaissance, interactions routinisées avec les sources communes, pratiques professionnelles imposant des lectures « croisées » – tend à proscrire certaines erreurs d'appréciation de l'événement. De ce point de vue, l'analyse de Jean G. Padioleau sur les profits liés à la coopération entre journalistes spécialisés en matière d'éducation paraît largement rendre compte du travail des éditorialistes : « La coopération entre les journalistes réduit les occasions de comparaisons défavorables ; elle les fait apparaître comme étant tous bien informés ; elle les préserve aussi des mesures de rétorsions éventuelles que des sources pourraient prendre après la divulgation d'informations confidentielles ; enfin la coopération présente des bénéfices concrets évidents au cours du labeur quotidien » (85). Les instruments de coordination instaurés entre journalistes sont généralement renforcés lorsque leurs trajectoires professionnelles se sont précédemment croisées et que l'interconnaissance est ancienne. Plusieurs éditorialistes d'*Europe 1* (Catherine Nay, Claude Imbert, Jean-François Kahn, Alain Duha-

mel et Jean-François Revel) se sont cotoyés, au cours des années 1960, à la rédaction de *L'Express* dirigé par Françoise Giroud et Jean-Jacques Servan-Schreiber alors que Jean Boissonnat fonda *L'Expansion* avec le cadet de celui-ci, Jean-Louis Servan-Schreiber. Ces relations sont en outre ravivées par la fréquence et la stabilité de leurs interventions sur l'antenne d'*Europe 1* (86). L'existence d'instruments de coordination, généralement implicites et non vécus comme tels par les éditorialistes, contribue, avec l'ensemble des contraintes qui pèsent sur la réception de leurs discours, à l'auto-limitation des définitions possibles de l'événement. Celles-ci sont à mettre en relation avec la *structure de plausibilité* qui, comme l'indiquent Peter Berger et Thomas Luckmann, « constitue également la base sociale de la suspension particulière du doute sans laquelle la définition de la réalité en question ne pourrait être maintenue dans la conscience » (87).

L'instauration de relations de face-à-face, élaborées à partir d'un savoir commun, tend, pour une grande part, à unifier, chez les éditorialistes, les façons de voir l'événement et à écarter sur le mode du *ce qui va de soi* certaines définitions potentielles de la situation. Durant la guerre du Golfe, une critique sans « voile » de l'intervention occidentale en Irak fait figure de « coup » injouable et l'éditorialiste qui adopterait une telle posture risquerait de s'isoler durablement de ses confrères. Le seul des éditorialistes d'*Europe 1* qui a pris quelque distance envers l'intervention militaire occidentale l'a d'ailleurs fait avec beaucoup plus de prudence sur l'antenne de la station périphérique que dans l'hebdomadaire qu'il dirige. Jean-François

(84) GOFFMAN, 1991, pp. 317 et s.

(85) PADIOLEAU, 1976, p. 262. Jeremy Tunstall (1971, p. 82) avait mis en lumière, dans son étude portant sur les journalistes du lobby de Westminster, la dimension coopérative qui réglait les rapports entre confrères : « Anyone who has seen a group of competitor-colleague journalists together will have seen them exchanging shorthand notes, anecdotes and comments on the current new stories. Anyone who has visited the press gallery at Westminster will have seen Lobby correspondents eating together in the restaurant, gossiping at the bar, and stopping each other in the corridor to ask what's happening. »

(86) La première date retient l'entrée sur l'antenne d'*Europe 1* comme éditorialiste et la seconde, lorsqu'il y a lieu, indique la première collaboration avec la station : Alain Duhamel (1973) ; Jean Boissonnat (1974) ; Catherine Nay (1977, 1975) ; Claude Imbert (1977) ; Jean-François Kahn (1982, 1970) ; Serge July (1983) ; Jacques Juliard (1986) ; Jean-François Revel (1986).

(87) BERGER et LUCKMANN, 1986, p. 212.

Kahn fait, en effet, usage de l'ironie pour faire passer son message, en comparant l'attitude des occidentaux face aux massacres organisés par Staline et par Saddam Hussein : « Que faisons-nous ? On regarde ! Le rapport avec ce que je vous racontais en commençant ? Aucun, bien sûr ! Qu'est-ce que vous allez croire ? Staline est mort et bien mort, un tel cynisme n'a plus court aujourd'hui et d'ailleurs, nous, les grands démocrates, nous sommes de tout cœur avec les Kurdes. Cela change tout, évidemment » (88). La limitation de l'éventail des prises de position dicibles (89) peut alors laisser croire à l'émergence d'un *consensus* (90) entre éditorialistes, puisque s'écarter des prises de position socialement légitimes représente un « coup » particulièrement risqué dont la réussite, en termes d'imposition d'un schème interprétatif, est, en pratique, très incertaine.

Surenchères dans l'injonction de sens

Si les éditorialistes élaborent des définitions de l'événement proches, ils ne disent pas nécessairement la même chose, et ce d'autant moins qu'ils évoluent dans un cadre marqué par la concurrence. Les relations qu'ils entretiennent, caractérisées par l'ambivalence – elles sont à la fois collusives et conflictuelles –, s'apparentent en cela aux *jeux à motifs mixtes* (91). Préservés de la contingence, c'est-à-dire de l'énonciation des faits, les éditorialistes se

démarquent à l'aide de stratégies de différenciation qui portent exclusivement sur les interprétations de l'événement (92). N'ayant guère de possibilités de se différencier sur le « fond », ils se livrent alors une compétition « à la marge ». Le *face-à-face* hebdomadaire, qui met aux prises deux éditorialistes de la station, Alain Duhamel et Serge July, est emblématique de ce type de confrontation :

Serge July : « Oui, je crois que c'est un des événements (les relations entre la France et les États-Unis) de cette longue crise du Golfe. C'est que l'anti-américanisme, qui était pendant de nombreuses années un positionnement a priori de la politique française, a vécu ».

Alain Duhamel : « Serge disait, et il a raison, que c'est la fin de cette espèce d'irréductibilisme ou d'isolationnisme idéologique de la France vis-à-vis des États-Unis qui durait depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il me semble qu'on pourrait même aller plus loin, parce que ce que dit Serge est tout à fait vrai des politiques, mais si on parle des Français maintenant, on s'aperçoit que c'est un vrai tournant et Serge a tout à fait raison de le rappeler » (93).

Ce qui est en jeu, en fait, dans le commentaire de l'événement, ce n'est rien d'autre que le statut de l'éditorialiste au sein de l'espace des commentateurs politiques. Il est ainsi conduit, par la place qu'il occupe dans la configuration (94) à laquelle il participe, à la manière du joueur de cartes de Norbert Elias, alors qu'il tente un *coup*, à tenir compte des prises de posi-

(88) *Europe 1*, 3 avril 1991. Il suffit pour se convaincre de la rupture de ton de citer quelques titres d'éditoriaux de *L'Événement du Jeudi* : « Ces apprentis sorciers qui ont fabriqué un dragon » (31 janvier 1991) ; « Pourquoi Saddam peut gagner même en perdant » (7 février 1991) ; « les lourdes erreurs de George Bush » (14 février 1991) ; « Le chemin de Bagdad » (21 février 1991) ; « Amère victoire » (28 février 1991) ; « La guerre n'a pas eu lieu, pourtant elle continue » (7 mars 1991) ; « Irak : la honte absolue » (4 avril 1991).

(89) Pour un exemple d'indiscrétion, l'exclusion de l'indépendance de l'Algérie par les protagonistes du jeu politique de la IV^e République. GAITI (1990, p. 116) : « Un discours qui développerait des réticences quant à la poursuite de la guerre est quasiment impossible à tenir sauf à risquer le "suicide" politique. »

(90) Sur les « jeux » possibles autour du et sur le « consensus », voir DOBRY, 1986.

(91) Cf. SCHELLING, 1986. Tunstall (1971, p. 86) insiste sur cette double dimension du travail journalistique : « It is, however, impossible to separate co-operation entirely from competition. But perhaps it is worth repeating that although there is a large amount of both general and partnership co-operation, competition is also very evident. »

(92) Parmi les quatre formes de concurrence retenues par Tunstall (1971, p. 80) : la vitesse de publication ; l'exclusivité ; l'interprétation ; la mise en page et la longueur du « papier », seules les deux dernières paraissent concerner les éditorialistes.

(93) *Europe 1*, 17 mars 1991.

(94) La notion de configuration est entendue comme un ensemble de tensions, conformément au sens que Norbert Elias donne à cette notion : « L'interdépendance des joueurs, condition nécessaire à l'existence d'une configuration spécifique, est une interdépendance en tant qu'alliés mais aussi en tant qu'adversaires », ELIAS, 1991, p. 157.

tion précédemment émises, qui s'imposent à lui comme autant de *coups* antérieurs qui structurent le *jeu*. Le travail de l'éditorialiste s'apparente sur ce point à celui de l'herméneute, puisque, en explicitant l'événement, il est contraint de « découvrir » un sens jusqu'alors ignoré, ne serait-ce que pour se distinguer des interprétations préalables de ses confrères. Chez certains éditorialistes dont le nom apparaît comme un gage de certification intellectuelle, le commentaire de l'événement peut déboucher sur l'inflation explicative. La guerre du Golfe est alors occasion à dissenter sur la guerre et ses évolutions au XX^e siècle : « Avec l'apparition du communisme et du fascisme, depuis 1917, les guerres ont retrouvé cette charge idéologique qui était la leur au XVI^e siècle, pendant les guerres de religion. La Deuxième Guerre mondiale a opposé les fascismes aux démocraties ; la guerre de Corée, le communisme au capitalisme ; la guerre d'Algérie, les partisans de l'intégration à ceux de la décolonisation. Aujourd'hui, la guerre du Golfe oppose le droit des États-Unis au droit de conquête. Et qui ne voit pas que progressivement avec l'entrée des masses arabes en Jordanie, au Maghreb, peut-être bientôt dans d'autres pays, on assiste à une véritable confrontation entre les valeurs du monde occidental et les valeurs du monde arabo-musulman » (95).

L'événement reprend sa juste place dans un contexte plus large, à partir du questionnement, par exemple, de la philosophie politique : les relations diplomatiques entre les États occidentaux et l'Irak témoigneraient une nouvelle fois des faiblesses des démocraties occidentales : « Les démocraties victorieuses auront toujours l'art de servir les intérêts de leurs pires ennemis (...) Si les démocraties abandonnaient le peuple irakien aux coups de son tueur (il s'agit de Saddam Hussein), notre fameux nouvel ordre international ressemblerait fort, en tous les cas en Irak, au nouvel ordre d'Hitler » (96). La logique de compé-

tition débouche sur une hypertrophie dans l'injonction de sens puisqu'un même événement fait l'objet de *déplacements* successifs, produits par la pluralité des définitions en concurrence. Les analyses des éditorialistes d'*Europe 1* élaborées lors de ce qui est devenu « l'affaire Boudarel » (Georges Boudarel, universitaire français, engagé durant la guerre d'Indochine aux côtés du Viet-Minh et ancien responsable d'un camp, fut accusé d'avoir fait torturer des prisonniers français) rendent compte des logiques d'appropriation multiples de l'événement. Une lecture qui pourrait être qualifiée d'« idéologique » s'impose d'emblée à certains éditorialistes qui se saisissent du cas qui s'offre à eux, pour débattre du communisme et s'émanciper ainsi des faits préalablement évoqués à l'antenne. Claude Imbert remarque « jusqu'à quelle vilenie pouvait descendre un communiste français » et saisit l'occasion offerte pour vilipender les « intellectuels de gauche » qui prennent la défense de Georges Boudarel : « Il reste toujours dans la cohorte de ceux qui se sont interminablement trompés une illusion, une irrépressible tendresse pour l'imbécillité qui fut la leur » (97). Jean-François Kahn intervient le lendemain sur l'antenne et réagit explicitement au « papier » de la veille en se plaçant sur le même terrain, celui du sort à réserver au communisme, mais en se démarquant de son confrère : « Vous savez, côté anti-communisme, je crois avoir pas mal donné. Depuis trente ans, j'ai été du combat. Mais, la bataille gagnée, je ne participerai pas au lynchage » (98). Alain Duhamel aborde le sujet après ses deux confrères, en refusant d'entrer dans leur jeu. En abordant l'affaire sous l'aspect juridique, il dépasse le débat et fait preuve de « hauteur de vue » en étudiant si la thèse du crime contre l'humanité est recevable pour qualifier les actes commis : « C'est quelqu'un qui a reconnu ses fautes (...) La deuxième chose, c'est qu'il est couvert par la loi d'amnistie (...) Le dernier point : (...) pour qu'il y ait crime

(95) Jacques Julliard, *Europe 1*, 9 février 1991.

(96) Jean-François Revel, *Europe 1*, 9 mars 1991.

(97) *Europe 1*, 19 mars 1991.

(98) *Europe 1*, 20 mars 1991.

contre l'Humanité il faut qu'un crime soit commis au nom d'un État. Or, à l'époque, le Viet-Minh ne constituait pas un État » (99). Les « angles » possibles se restreignent évidemment au fur et à mesure des interventions des éditorialistes et Serge July, en prenant la parole plus tardivement, procède à une montée en généralité en résolvant, – ultime prise de distance – l'événement dans son contexte historique : « Entre l'effondrement du communisme et la victoire militaire des sables, c'est, en effet, l'histoire du siècle qui est brutalement revisitée. Les militants communistes ont perdu toute légitimité, tandis que les combattants des guerres coloniales, celles qu'on appelait les « sales guerres », ressortent des oubliettes (...) La victoire militaire contre un dictateur du Tiers-Monde est en train de déculpabiliser les guerres coloniales. On le

vérifie dans certains arguments des accusateurs de Georges Boudarel » (100).

L'événement réapproprié par les éditorialistes est un événement déréalisé puisque le dévoilement progressif de ses significations contribue, en fait, à l'opacifier. Si, comme l'affirme Pierre Nora, les élaborations improvisées à chaud font partie de l'événement lui-même (101), celui-ci, de par les multiples investissements auquel il donne lieu, se retrouve surchargé de sens et opère ainsi une progressive « translation vers le mythe » (102). Le fonctionnement auto-référentiel de l'espace journalistique tend à conduire à la surenchère explicative qui, tout en tenant l'événement à distance, peut contribuer, et ce n'est pas le moindre de ses effets, à l'importation ultérieure dans d'autres espaces sociaux des schèmes interprétatifs élaborés par les professionnels du commentaire.

(99) *Europe 1*, 21 mars 1991.

(100) *Europe 1*, 25 mars 1991.

(101) NORA, 1974, p. 226.

(102) DUBY, 1985 (1973), p. 260.

RÉFÉRENCES

BAKER K.M., *Le tribunal de l'opinion*, Paris, Payot, 1993.

BERGER P. et LUCKMANN T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1994 (1966).

BOURDIEU P., *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.

CHAMPAGNE P., « La manifestation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 52-53, 1984.

CHAMPAGNE P., « La manifestation comme action symbolique », in P. FAVRE (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP.

CHAMPAGNE P., *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.

CHAMPAGNE P. avec MARCHETTI D., « L'information médicale sous contrainte », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 101-102, 1994.

CHASTENET P., CHASTENET P., *Les divas de l'info*, Paris, Le Pré aux Clercs, 1986.

COLLOVALD A., « Le Bébête show, idéologie journalistique et illusion critique », *Politix*, n° 19, 1992.

DARRAS E., « Le pouvoir "médiacratique" ? Les logiques de recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, n° 30, 1995.

DOBRY M., « Le jeu du consensus », *Pouvoirs*, n° 38, 1986.

DUBY G., *Le dimanche de Bouvines*, Paris, Gallimard, 1985 (1973).

ELIAS N., *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Éd. de l'Aube, 1991 (1970).

GAITI B., « La levée d'un indicible », *Politix*, n° 10-11, 1990.

GAITI B., « Les ratés de l'Histoire. Une manifestation sans suites : le 17 octobre 1961 à Paris », *Sociétés contemporaines*, n° 20, 1994.

GAXIE D., *Le cens caché*, Paris, Le Seuil, 1978.

GAXIE D., *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1993.

GIDDENS A., *La constitution de la société*, Paris, PUF, 1987 (1984).

GOFFMAN E., *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.

GOFFMAN E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 (1974).

HUSSON D., ROBERT O., *Profession journaliste*, Paris, Eyrolles, 1991.

LACROIX B., « A quoi servent les sondages ? », *Revue de Science administrative de la Méditerranée Occidentale*, n° 22-23, 1988.

LACROIX B., « La "crise de la démocratie représentative en France". Éléments pour une discussion sociologique du problème », *Scalpel*, n° 1, 1994.

LE BOHEC J., « Les effets de plus-value substantielle de la mise en scène journalistique dans la genèse sociale du "phénomène Le Pen" », *L'Aquarium*, n° 10, 1992.

LE GRIGNOU B., NEVEU É., « Émettre la réception. Préméditations et réceptions de la politique télévisée », *Réseaux*, hors-série : sociologie de la télévision. France, 1991.

LE GRIGNOU B., NEVEU É., « Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision », *Revue Française de Science Politique*, décembre 1993.

MARTIN-LAGARDETTE J.L., *Les secrets de l'écriture journalistique*, Syros Alternative, 1991.

NORA P., « Le retour de l'événement », *Faire de l'Histoire I* (nouveaux problèmes) (dir. J. Le Goff et P. Nora), Paris, Gallimard, 1974.

NEVEU É., « "L'Heure de vérité" ou le triangle de la représentation », *Mots*, n° 20, 1989.

NEVEU É., « Les émissions politiques à la télévision : l'impossible vulgarisation ? », *Quaderni*, n° 16, 1991.

NEVEU É., « La dynamique des médias dans la construction de la crise de la représentation », *L'Aquarium*, n° 10, 1992.

PADIOLEAU J.G., « Systèmes d'interactions et rhéoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, Juillet 1976.

RIEFFEL R., *L'élite des journalistes*, Paris, PUF, 1984.

RIOUX L., *L'Observateur des bons et des mauvais jours*, Paris, Hachette, 1982.

ROUCAUTE Y., *Splendeurs et misères des journalistes*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

RUELLAN D., *Le professionnalisme du flou*, Grenoble, PUG, 1993.

SAUVAGE C., *Journaliste : une passion des métiers*, Paris, CFPJ, 1988.

SHELLING T., *La stratégie du conflit*, Paris, PUF, 1986.

SCHLESINGER P., « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n° 51, 1992.

TUNSTALL J., *The Westminster lobby correspondents*, London, Routledge and Kegan Paul, 1970.

TUNSTALL J., *Journalists at work*, London, Constable, 1971.

TUCHMAN G., « Making news by doing work : routinizing the unexpected », *American Journal of Sociology*, vol. 79, n° 1, 1973.

VERON E., *Construire l'événement. Les médias et l'accident du Three Mile Island*, Paris, Minuit, 1981.